

# ANTICIPATION DES RISQUES ET VALORISATION DES OPPORTUNITES DE LA RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES (RSE) SUR LA NOUVELLE GESTION PUBLIQUE (NGP) EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.

Cas des services publics de la RDC

Par

MBUNGANI BILO Elvis

Chef de travaux et Doctorant à l'université Pédagogique Nationale

et

MUSONDA MBOGO Blaise

Cadre d'entreprise et Auditeur

Mots clé : RSE, risque, opportunité services publics, nouvelle gestion publique

## RESUME

Les services publics constituent un élément important d'une stratégie de développement durable, et ils permettent la réalisation du droit à l'éducation, à la santé et à la protection sociale. En outre, ils contribuent au droit du logement, à l'emploi, à un environnement sain. Les services publics de la culture préservent les cultures nationales. Ainsi, les grands réseaux publics favorisent l'aménagement du territoire, le droit au transport et à la communication.

En effet, les services publics contribuent à l'exercice des libertés individuelles et de la démocratie, donnent un contenu économique et social à des libertés qui, sans eux, restent parfois formelles. Les Etats effectuent des dépenses importantes pour la recherche, au travers de leurs propres institutions et en aidant la recherche des entreprises privées. Cette recherche n'aurait pas lieu si l'Etat ne l'entreprenait pas et la tutelle publique permet d'orienter la recherche vers des domaines fondamentaux délaissés par la recherche privée. Les services publics font l'objet de différentes critiques, de valeur inégale.

Les réticences et les freins à cet engagement sont principalement le manque de latitude financière et aussi le manque de manœuvre des dirigeants en matière de RSE. Concernant les motivations et avantages perçus en faveur de la RSE, l'objectif des interviewées est le renforcement de leur image et de leur réputation. Cette démarche est considérée comme un investissement rentable qui permet de réduire les coûts et d'améliorer l'efficacité de l'entreprise.

Les forces coercitives ou normatives comme les lois et la nécessité de conserver un haut niveau d'acceptabilité sociale sont des facteurs significatifs non négligeables. Toutefois, des facteurs plus particuliers aux services publics,

comme leurs mandats constitutifs et les attentes du gouvernement à ce que les services publics contribuent à l'atteinte d'objectifs de politiques publiques dans les domaines sociaux, économiques ou environnementaux, conduisent également à déclencher et structurer les stratégies de responsabilité sociétale.

## SUMMARY

Public services are an important element of a sustainable development strategy, and they enable the realization of the right to education, health and social protection. In addition, they contribute to the right to housing, to employment, to a healthy environment. Public cultural services preserve national cultures. Thus, the large public networks promote land use planning, the right to transport and communication.

Indeed, public services contribute to the exercise of individual freedoms and democracy, give economic and social content to freedoms which, without them, sometimes remain formal. States spend heavily on research, through their own institutions and by supporting research from private companies. This research would not take place if the State did not undertake it and public supervision makes it possible to direct research towards fundamental fields neglected by private research. Public services are the subject of different criticisms, of unequal value.

The reluctance and obstacles to this commitment are mainly the lack of financial latitude and also the lack of maneuver of the leaders in terms of CSR. Regarding the motivations and perceived advantages in favor of CSR, the objective of the interviewees is to strengthen their image and reputation. This approach is considered a profitable investment that reduces costs and improves the efficiency of the company.

Coercive or normative forces such as laws and the need to maintain a high level of social acceptability are important significant factors. However, factors more specific to public services, such as their constitutive mandates and government expectations that public services contribute to the achievement of public policy objectives in the social, economic or environmental fields, also lead to triggering and structure social responsibility strategies.

## INTRODUCTION

Les politiques économiques d'inspiration néolibérale menées depuis plus de 20 ans ont conduit un peu partout dans le monde à des privatisations et à un affaiblissement des services publics la RDC n'échappent pas à cette réalité. Simultanément le développement est en difficulté dans de nombreuses régions du monde.

Les services publics constituent un élément important d'une stratégie de développement durable, et ils permettent la réalisation du droit à l'éducation, à la santé et à la protection sociale. En outre, ils contribuent au droit du logement, à l'emploi, à un environnement sain. Les services publics de la culture préservent les cultures nationales. Ainsi, les grands réseaux publics favorisent l'aménagement du territoire, le droit au transport et à la communication.

La recherche du bien être intègre plusieurs facteurs dont ceux durant l'accroissement des recettes générées dans le secteur public d'un point et ceux occasionnant des dépenses inhérentes à l'application des normes internationales à l'instar de la responsabilité sociale des entreprises d'autre part.

En effet, les défis qui s'imposent désormais à tout gestionnaire public sont : la maîtrise des finances publiques et des risques associés à leur gestion, garantir des services publics adaptés aux demandes des sociétés modernes, et rendre compte auprès des citoyens. Ces nouvelles responsabilités ont leur contrepartie : la mise en place, aux échelons pertinents, d'un système de contrôle adapté à la complexité de ces enjeux.

La recherche de la performance demeure une préoccupation majeure de toutes les entreprises et le management des hommes en constitue un levier important pour l'atteinte efficace de cet objectif. Depuis 2004, la plupart des pays au monde, si ce n'est pas la totalité, se sont alliés souvent sous la pression des bailleurs de fonds, aux « normes et standards internationaux » en matière de contrôle et d'audit publics, c'est-à-dire en fait de gestion publique, et se sont efforcés d'adopter avec plus ou moins d'efficacité ce que l'on préfère appeler de façon plus générale, la Nouvelle Gestion Publique.

L'entreprise joue un rôle prépondérant dans l'économie d'un pays aujourd'hui, l'entreprise évolue dans un contexte économique mondialisé. Afin de pouvoir survivre et parvenir à se développer comme elle le souhaite, l'entreprise est contrainte de s'adapter aux mutations que la société connaît. Pour cela, elle se doit respecter certaines règles pour ne pas mettre en péril les ressources de la firme, qui reste sa principale préoccupation tout en, mettant un accent sur l'environnement ou elle évolue.

Ainsi, la création de valeurs collectives commence par la motivation individuelle et l'optimisation de la gestion des potentiels. Pour ce faire, le

manager devra acquérir de nouvelles compétences dites « compétences sociales ». Les valeurs d'entreprises qui véhiculent la culture de l'organisation, donnent du sens et constituent un levier de la motivation.

En vue de se pencher sur l'explication et l'intérêt croissant pour la RSE et les facteurs qui incitent les entreprises publiques, privées ou les services publics à adopter des pratiques RSE.

Eu égard à ce qui précède, notre préoccupation a principalement tourne autour de la question suivante :

- Quels sont les facteurs de l'anticipation des risques et de la valorisation de la RSE au sein d'un service public en RDC ?

De cette question principale découlent les questions spécifiques ci-après :

- Comment la prise en compte de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) permet-elle d'améliorer la gestion du service public en RDC ?
- Quelle est l'incidence de la RSE dans un service public de la RDC ?

En analysant des préoccupations soulignent, nous avons émus les hypothèses ci-après :

- Les facteurs d'anticipation des risques et de la valorisation des opportunités de la RSE au sein d'un service public en RDC seraient les climats des affaires, les facteurs économiques et sociaux, juridiques, politiques et environnementaux et les facteurs de la valorisation de la RSE.
- prise en compte des parties prenantes dans la prise des décisions dans l'amélioration de la performance organisationnelle et de l'image de marque de l'entreprise, la RSE constitue pour les entreprises à la fois une forme d'engagement social et un outil de légitimité et de politique stratégique dans la dynamique d'amélioration des conditions sociales et environnementale dans la mesure où les entreprises communiquent largement sur ces programmes pour valoriser leur image et leur légitimité, la RSE se traduit en stratégies de cœur de métier le service public comme opportunités d'innovation et de rationalisation productive. Il va apparaitre le développement de nouveaux produits , de modes de production et de distribution se centrant sur la lutte contre les facteurs d'exclusion sociale (amélioration de la qualité de vie et du cadre des entreprises, mais aussi les produits et services s'adressant aux populations pauvres ) économiques (soutien à l'emploi, l'enseignement ) et territoire (répartition de leur activité, protection et mise en valeur des ressources naturelles...) et donc également sur la production de biens publics dans ces domaines on entend

également à réduire à la fois ses coûts économiques et environnementaux, le développement des services publics et la rationalisation des coûts.

- l'incidence de la RSE dans un service public de la RDC est l'amélioration des services publics, la prise en compte des facteurs sociaux, la compétitivité du service public, l'amélioration des conditions de vie de la population, le respect de l'environnement et des normes internationales, la minimisation des risques environnementaux, l'audit interne et externe et la valorisation de l'image de marque du service public et la prise en compte des parties prenantes.

D'une manière générale, l'enquête à harmoniser au vu des enrichissements démontrent l'importance de la prise en compte des facteurs sociaux dans l'amélioration des résultats d'un service public. Ce faisant, la norme ISO 26000 standard international détermine le paramètre de la RSE autour de dix (10) questions centrales à savoir : la gouvernance de l'organisation ; les droits de l'homme ; les relations et conditions de travail ; l'environnement ; la loyauté des pratiques ; les questions relatives aux consommations ; les communautés et le développement local ; la réglementation.

En ce qui concerne notre travail, nous nous attelons sur les aspects liés à la gouvernance de l'organisation, les relations et conditions de travail, ainsi que les opportunités en vue de dégager leurs impacts sur la valorisation des opportunités de la RSE en RDC de notre champ de recherche.

Ainsi, tout au long de notre travail, nous ferons appel à :

- ✓ méthode historique, méthode quantitative ; méthode hypothético-déductive du fait que les inférences sont déduites de l'observation de l'impact réel de la RSE est d'anticiper les risques de la RSE dans les services publics et valoriser ses opportunités du rapprochement avec la théorie après vérification des hypothèses ;

La technique documentaire, Technique d'entretien, libre, Technique d'analyse de contenu : consiste en un examen systématique et méthodique de documents textuels ou visuels... L'analyse de contenu est particulièrement utilisée en sciences sociales et humaines depuis les années 1950.

## I. CADRE CONCEPTUEL

Cette partie traite des concepts de base et comporte les points ci-après :

- **La Responsabilité Sociale des Entreprises**
- **Les Services Publics**

Les principaux axes de recherche de la partie théorique de l'étude portent sur l'analyse de la nécessité de la prise en compte de la Responsabilité

Sociale de l'Entreprise (RSE) et l'évaluation de son incidence sur les performances financières d'une entreprise.

Les recherches en rapport avec l'opportunité de la prise en compte de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) se focalisent sur l'examen des points de vue des différents auteurs sur les approches théoriques retenues pour justifier la démarche et les controverses autour de cette dernière. Mais aussi l'importance du service public dans un pays, la notion de service public se caractérise par le régime juridique qui lui est applicable. La notion de service public est politique autant que juridique. Mobilisatrice politiquement, cette notion est difficile à cerner juridiquement dans la mesure où sa définition, son contenu et son régime évoluent.

### **1.1. Nécessité de la prise en compte de la Responsabilité Sociale de l'Entreprise (RSE) au sein d'une entreprise**

L'étude s'attèle dans un premier temps à souligner la nécessité de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) à travers un aperçu théorique du problème et analyse par la suite le lien existant avec l'audit social. En effet, la prise en compte de la RSE au sein d'une entreprise, (selon S. CARPENTIER 2016) est vouée à :

- favoriser la santé au travail par la redéfinition des pratiques managériales défaillantes et/ou insuffisantes ;
- pratiquer l'audit social pour évaluer les pratiques managériales créant des situations de souffrances au travail individuelles et/ou collectives et apporter des solutions correctives ;
- promouvoir la santé et le bien-être au travail au sein des rapports de responsabilité sociale et sociétale des organisations pour obtenir des performances accrues.

### **1.2. Définitions**

L'expression « Service public » est utilisée au minimum dans deux sens : organique et large. Au sens organique, le service public est une partie, une composante de l'appareil administratif de l'Etat ou des collectivités publiques. Tel que : SERNASEM : Service National des Semences ; SECOPE : Service de Contrôle de la Paie des Enseignants.

Au sens large, on pense par exemple à un Ministère, Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire, à la Direction Générale des Douanes et Accises « DGDA », à la Direction Générale des Impôts « DGI » et à la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et des

Participations « DGRAD », le Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo « CPCC » ...

### **1.2.1. Grand Service Public**

Le service public est tout organisme (sens organique) ou toute activité d'intérêt général (sens matériel) relevant de l'Administration publique. Le Grand Service Public est donc une activité d'intérêt général assumée par une personne publique ou, sous son contrôle, par une personne privée et qui est soumise, à des degrés variables suivant les cas, à un régime exorbitant du privé.

### **1.2.2. Entreprise publique**

Par entreprise publique, il faut entendre toute entreprise du Portefeuille de l'Etat dans laquelle l'Etat ou toute autre personne morale de droit public détient la totalité ou la majorité absolue des actions ou parts sociales.

L'article 2 de la loi 78-002 du 6 Janvier 1978 dit que : par entreprise publique, il faut entendre tout établissement qui, quelle que soit sa nature :°

- est créé et contrôlé par les pouvoirs publics pour remplir une tâche d'intérêt général ;
- est créé à l'initiative des pouvoirs publics entre eux pour l'exploitation en commun d'un service ou d'une activité donnée ;
- est créé à l'initiative des personnes morales de droit public entre elles pour l'exploitation en commun d'un service ou d'une activité donnée ;
- est créé à l'initiative des pouvoirs publics en association avec les personnes morales de droit public pour l'exploitation en commun d'un service ou d'une activité donnée.

### **1.2.3. Nouvelle Gestion Publique**

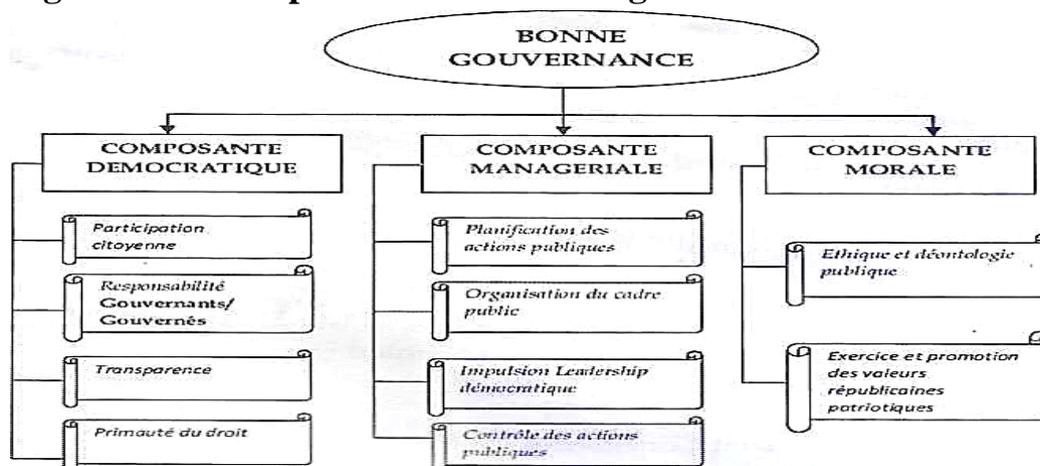
Le but de la Nouvelle Gestion Publique est de faire passer l'Administration Publique d'une gestion traditionnelle fondée sur un système hiérarchique généralement centralisé, où le contrôle est extérieur et centré sur la régularité, à un mode de gestion proche de celui de l'entreprise privée, où la responsabilité managériale repose sur un contrôle interne partagé, ayant pour but l'efficacité et la satisfaction des objectifs fixés, appuyé sur un audit chargé de l'évaluer et de l'améliorer en permanence.

En effet, les défis qui s'imposent désormais à tout gestionnaire public sont : la maîtrise des finances publiques et des risques associés à leur gestion, garantir des services publics adaptés aux demandes des sociétés modernes, et rendre compte auprès des citoyens. Ces nouvelles responsabilités ont leur contrepartie : la mise en place, aux échelons pertinents, d'un système de contrôle adapté à la complexité de ces enjeux.

Le mouvement de réflexion, s'il a été initié vers le début des années 1990 aux Etats- Unis, a pris une ampleur sans précédent à la suite des grands scandales financiers qui ont affecté des entreprises internationales connue Enron ou Worldcom. C'est-à-dire l'importance et l'actualité du sujet, à la fois dans le secteur privé, comme un remède aux scandales financiers, et dans le secteur public, en tant qu'obligation communautaire, mais aussi comme le nouveau modèle de la bonne gestion publique.

La Nouvelle Gestion Publique est donc la bonne gouvernance dans la chose publique dont les composantes sont reprises dans la figure suivante :

**Figure n°6 : Composantes de la bonne gouvernance**



Source: MBUYAMBA (2018)

### 1.3. Analyse et interprétation des résultats

L'objectif, d'identifier les facteurs qui peuvent influencer de manière significative la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE).

#### 1. Présentation des variables et spécification du modèle

Dans la présente section, nous allons spécifier le modèle économétrique capable d'analyser les facteurs explicatifs de la Responsabilité Sociale de l'Entreprises. Mais avant la spécification du modèle, il est pertinent de commencer par la présentation de variables retenues dans le cadre de cette étude.

**Tableau 1: Présentation des variables**

Variable	Notation	Nature	Base des données	Signe attendu
Responsabilité sociale des entreprises	RSE	Variable à expliquer	Enquête	
Régime juridique	RGM	Variable explicative	Enquête	+/-
Type d'activité	TA	Variable explicative	Enquête	+
Taille du personnel	TP	Variable explicative	Enquête	+
Implantation du service public	IM	Variable explicative	Enquête	+
Connaissance des instruments	CI	Variable explicative	Enquête	+/-
Norme existant en RDC	NR	Variable explicative	Enquête	+/-
Label applicable	LB	Variable explicative	Enquête	+/-
Outils de responsabilité	ORP	Variable explicative	Enquête	+/-
Instruments de reporting	IR	Variable explicative	Enquête	+/-
Norme de la RSE	NRA	Variable explicative	Enquête	+/-

Formalisation d'un document	FP	Variable explicative	Enquête	+/-
Mécanisation d'audit interne	MO	Variable explicative	Enquête	+
Contraintes, risques et opportunités	CRO	Variable explicative	Enquête	+/-
Opportunités de performance	OP	Variable explicative	Enquête	+/-
Types de risque	TRS	Variable explicative	Enquête	+/-

Source : nous-même, à partir de données de l'enquête

## 2. Interprétation des résultats et tests statistiques

Contrairement aux modèles linéaires estimés par la méthode des moindres carrés ordinaires pour lesquels, les coefficients ont des interprétations économiques immédiates en termes de propension marginale, les valeurs des coefficients des modèles ne sont pas directement interprétables. Seuls les signes des coefficients indiquent si la variable agit positivement ou négativement sur la probabilité  $P_i$ .

Cependant, il est possible de calculer les effets marginaux afin de connaître la sensibilité de la variation d'une variable explicative sur la probabilité  $P_i$ . La significativité des coefficients est appréciée à l'aide des ratios appelés « z-Statistique » car la distribution des rapports du coefficient sur son écart type ne suit pas une loi de Student, comme dans le modèle linéaire général, mais une loi normale. Cette z-Statistique s'interprète de manière classique à partir des probabilités critiques et permet la tenue de tous les tests de significativité concernant les coefficients. Afin de tester l'hypothèse nulle, nous utilisons le ratio du Log vraisemblance. Soit la statistique suivante :

$$LR = -2 (\ln(LR) - \ln(LU))$$

Avec

- LR = valeur de la fonction du Log vraisemblance contrainte sous l'hypothèse nulle et ;
- LU = valeur de la fonction du Log vraisemblance non contrainte.

LR suit, sous l'hypothèse nulle, une distribution d'un  $\chi^2$  à k degrés de liberté. Si la statistique LR est supérieure au  $\chi^2$  lu dans la table pour un seuil déterminé, généralement de 5 %, alors nous refusons l'hypothèse nulle, le modèle estimé comporte au moins une variable explicative de significative.

Compte tenu de la caractéristique de la variable à expliquer codée en 0 ou 1, le coefficient de détermination  $R^2$  n'est pas interprétable en termes d'ajustement du modèle, c'est pourquoi on utilise une statistique appelée le pseudo- $R^2$  donnée par :

$$\text{Pseudo-}R^2 = 1 - \frac{\log(LU)}{\log(LR)}$$

## 3. Technique de collecte de données

Pour réunir les données essentielles de notre étude, nous avons utilisé un questionnaire d'enquête qui nous a servi d'entrer en contact avec les sujets enquêtés.

Pour certaines questions, l'enquêté devait donner la réponse correspondante, suivie de la justification afin de nous permettre de commenter les données reçues, il fallait seulement répondre soit par oui ou non, soit en cachant la réponse proposée.

### 3.1. Analyse et interprétation des résultats

#### 3.1.1. Test de Khi-deux de l'indépendance

Ce test de Khi-deux va consister à vérifier si les variables explicatives jouent significativement sur la variable expliquée (la responsabilité sociale des entreprises). Ainsi, les hypothèses du test d'indépendance de Khi-deux sont :

- $H_0$  : Egalité des paramètres/les caractères sont indépendants (probabilité  $>5\%$ ) ;
- $H_1$  : Non égalité des paramètres/les caractères sont dépendants (probabilité  $<5\%$ ).

#### 3.1.1.1. Test d'indépendance de Khi-deux entre responsabilité sociale des entreprises et régime juridique

**Tableau 2: Résultat du test entre RSE et RGM**

Tabulation of RSE and RGM					
Date: 10/04/22 Time: 05:24					
Sample: 1 400					
Included observations: 400					
Tabulation Summary					
Variable	Categories				
RSE	2				
RGM	3				
Product of Categories	6				
Measures of Association		Value			
Phi Coefficient	0.142942				
Cramer's V	0.142942				
Contingency Coefficient	0.141504				
Test Statistics		df	Value	Prob	
Pearson X2		2	8.172980	0.0168	
Likelihood Ratio G2		2	9.027616	0.0110	
RGM					
Count		1	2	3	Total
	0	56	39	6	101
RSE	1	168	84	47	299
	Total	224	123	53	400

Source : nous-même à partir des données de l'enquête

A la lecture de ce tableau portant sur le test d'indépendance de Khi-deux, force est de constater que la statistique de Person est de 1,68%. Ainsi, il y a lieu de rejeter l'hypothèse nulle selon laquelle les variables la responsabilité sociale

des entreprises et le régime juridique ne sont pas liés. Donc, le régime juridique et la responsabilité sociale des entreprises sont dépendants.

### 3.1.1.2. Test d'indépendance de Khi-deux entre responsabilité sociale des entreprises et type d'activité

**Tableau 3 : Résultat du test entre RSE et TA**

Variable	Catégories									
RSE	2									
TA	8									
Product of Categories	16									
<u>Measures of Association</u>	<u>Value</u>									
Phi Coefficient	0.182947									
Cramer's V	0.182947									
Contingency Coefficient	0.179960									
<u>Test Statistics</u>	<u>Df</u>	<u>Value</u>	<u>Prob</u>							
Pearson X2	7	13.38784	0.0632							
Likelihood Ratio G2	7	12.73531	0.0788							
Note: Expected value is less than 5 in 6.25% of cells (1 of 16).										
Count		1	2	3	4	5	6	7	8	Total
	0	9	7	10	16	11	13	16	19	101
RSE	1	33	11	17	55	13	36	44	90	299
	Total	42	18	27	71	24	49	60	109	400

Source : nous-même, à partir de données de l'enquête

Le résultat de ce test nous indique que la statistique de Person est de 6,32%. Ainsi, il y a lieu d'accepter l'hypothèse nulle selon laquelle les variables la responsabilité sociale des entreprises et le type d'activité ne sont pas liés. Donc, ces deux variables sont indépendantes.

### 3.1.1.3. Test d'indépendance de Khi-deux entre responsabilité sociale des entreprises et taille du personnel

**Tableau 4: Résultat du test entre RSE et TP**

Tabulation of RSE and TP				
Date: 10/03/22 Time: 11:29				
Sample: 1 400				
Included observations: 400				
Tabulation Summary				
<u>Variable</u>	<u>Categories</u>			
RSE	2			
TP	2			
Product of Categories	4			
<u>Measures of Association</u>	<u>Value</u>			
Phi Coefficient	0.055562			
Cramer's V	0.055562			
Contingency Coefficient	0.055476			
<u>Test Statistics</u>	<u>df</u>	<u>Value</u>	<u>Prob</u>	
Pearson X2	1	1.234849	0.2665	
Likelihood Ratio G2	1	1.239441	0.2656	
			TP	
Count		1	2	Total
	0	177	21	198
RSE	1	187	15	202
	Total	364	36	400

Source : nous-même, à partir des données de l'enquête

Au regard de résultat de ce test d'indépendance de Khi-deux, on constate que la statistique de Person est de 26,65%. Ainsi, il y a lieu d'accepter l'hypothèse nulle selon laquelle les variables la responsabilité sociale des entreprises et la taille du personnel sont indépendants.

### 3.1.1.4. Test d'indépendance de Khi-deux entre responsabilité sociale des entreprises et implantation du service public

**Tableau 5 : Résultat du test entre RSE et IM**

Variable	Catégories			
RSE	2			
IM	3			
Product of Categories	6			
Measures of Association	Value			
Phi Coefficient	0.063608			
Cramer's V	0.063608			
Contingency Coefficient	0.063480			
Test Statistics	Df	Value	Prob	
Pearson X2	2	1.614348	0.4461	
Likelihood Ratio G2	2	1.618361	0.4452	
			IM	
Count		1	2	3
	0	24	56	117
RSE	1	32	49	121
	Total	56	105	238
				Total
				399

Source : nous-même, à partir des données de l'enquête

Le résultat du test d'indépendance de Khi-deux, nous confirme que la responsabilité sociale des entreprises et l'implantation du service public ne sont pas liées, comme en témoigne la statistique de Person (44,61%) supérieur à 5%.

### 3.1.1.5. Test d'indépendance de Khi-deux entre responsabilité sociale des entreprises et connaissance des instruments

**Tableau 6 : Résultat du test entre RSE et CI**

Variable	Categories			
RSE	2			
CI	2			
Product of Categories	4			
Measures of Association	Value			
Phi Coefficient	0.005432			
Cramer's V	0.005432			
Contingency Coefficient	0.005431			
Test Statistics	df	Value	Prob	
Pearson X2	1	0.011801	0.9135	
Likelihood Ratio G2	1	0.011781	0.9136	
			CI	
Count		0	1	Total
	0	32	69	101
RSE	1	93	206	299
	Total	125	275	400

Source : nous-même, à partir des données de l'enquête

Le résultat du test d'indépendance de Khi-deux, nous confirme que la responsabilité sociale des entreprises et la connaissance des instruments ne sont pas liées, comme en témoigne la statistique de Person (91,35%) supérieur à 5%.

Les autres tests d'indépendance entre la variable expliquée et les variables explicatives sont présentés en annexe.

### 3.1.2. Estimation de modèle Logit des facteurs explicatifs de la responsabilité sociale des entreprises

Nous avons relevé sur un échantillon de 400 individus les variables susceptibles d'expliquer le niveau de la connaissance de la responsabilité sociale des entreprises. Tel que présenté en annexe, la probabilité de la statistique de JB étant largement inférieure à 5% pour toutes les variables, nous allons évaluer l'impact des facteurs explicatifs de la responsabilité sociale des entreprises par le modèle logit multivarié.

#### 3.1.2.1. Analyse de l'impact des facteurs NR, LB, ORP, IR et NRA sur la responsabilité sociale des entreprises

De même, les résultats complets fournis par Eviews 10 sont les suivants :

**Tableau 7 : Résultat de l'estimation par le modèle logit**

Dependent Variable: RSE				
Method: ML - Binary Logit (Newton-Raphson / Marquardt steps)				
Date: 10/04/22 Time: 05:26				
Sample: 1 400				
Included observations: 400				
Convergence achieved after 4 iterations				
Coefficient covariance computed using observed Hessian				
Variable	Coefficient	Std. Error	z-Statistic	Prob.
C	0.585228	0.512928	1.140955	0.2539
NR	0.189049	0.076173	2.481837	0.0132
LB	-0.027280	0.094290	-0.289314	0.7723
ORP	0.114751	0.081525	1.407550	0.1593
IR	0.007391	0.166500	0.044390	0.9646
NRA	0.005880	0.081808	0.071872	0.9427
McFadden R-squared	0.537998	Mean dependent var		0.747500
S.D. dependent var	0.434991	S.E. of regression		0.436237
Akaike info criterion	1.152121	Sum squared resid		74.97913
Schwarz criterion	1.211993	Log likelihood		-104.4243
Hannan-Quinn criter.	1.175831	Deviance		448.8485
Restr. deviance	452.0520	Restr. log likelihood		-226.0260
LR statistic	12.203516	Avg. log likelihood		-0.561061
Prob(LR statistic)	0.038643			
Obs with Dep=0	101	Total obs		400
Obs with Dep=1	299			

Source : nous-même, à partir des données de l'enquête

A la lumière de ce tableau il en résulte que : seul le facteur norme existant qui a une forte probabilité de pouvoir expliquer de manière significative la responsabilité sociale des entreprises, car la probabilité critique associée à leurs paramètres estimés est inférieure à 5%.

Au regard du « LR statistic » dont la probabilité est inférieure à 5% (soit : 0,038643) nous concluons à la significativité globale des paramètres. Toutefois, le «  $R^2$  de McFadden » est égal à 53,79%, le pouvoir explicatif du modèle est suffisamment bon et, le modèle est valide sur le plan statistique.

Enfin, Mean dependent var » = 0,7475 : autant dire qu'il y a 74,75% d'individus dans l'échantillon considéré connaissent la responsabilité sociale des entreprises.

**Tableau 8 : Vérification de la qualité du modèle LOGIT estimé ou la bonté de l'ajustement par le test de Hosmer-Lemeshow**

	Quantile of Risk			Dep=0		Dep=1	Total	H-L
	Low	High	Actual	Expect	Actual	Expect	Obs	Value
1	0.6667	0.6933	9	12.7868	31	27.2132	40	1.64839
2	0.6933	0.7081	12	11.9602	28	28.0398	40	0.00019
3	0.7081	0.7243	10	11.3950	30	28.6050	40	0.23882
4	0.7254	0.7384	15	10.7092	25	29.2908	40	2.34776
5	0.7384	0.7530	11	10.1729	29	29.8271	40	0.09019
6	0.7530	0.7598	14	9.71797	26	30.2820	40	2.49229
7	0.7608	0.7739	8	9.32592	32	30.6741	40	0.24583
8	0.7741	0.7829	11	8.87736	29	31.1226	40	0.65231
9	0.7843	0.7974	7	8.37352	33	31.6265	40	0.28495
10	0.7992	0.8228	4	7.68112	36	32.3189	40	2.18343
		Total	101	101.000	299	299.000	400	10.1842
H-L Statistic			10.1842	Prob. Chi-Sq(8)		0.2523		
Andrews Statistic			10.9064	Prob. Chi-Sq(10)		0.3649		

Source : nous-même, à partir des données de l'enquête

La probabilité associée à la statistique de Hosmer-Lemeshow/H-L Statistic calculée étant supérieure à 5% (soit, prob = 0,2523), il y a lieu considérer que l'ajustement est bon. A cet effet, lorsque H-L stat est grande, de plus en plus la différence entre les valeurs observées et prédites est prononcée, avec comme conséquence le rejet de l'hypothèse nulle.

### 3.1.2.2. Analyse de l'impact des facteurs FP, MO, CRO, OP et TRS sur la responsabilité sociale des entreprises

Enfin, les résultats complets fournis par Eviews 10 sont les suivants :

**Tableau 9 : Résultat de l'estimation par le modèle logit**

Dependent Variable: RSE					
Method: ML - Binary Logit (Newton-Raphson / Marquardt steps)					
Date: 10/04/22 Time: 05:30					
Sample: 1 400					
Included observations: 400					
Convergence achieved after 3 iterations					
Coefficient covariance computed using observed Hessian					
Variable	Coefficient	Std. Error	z-Statistic	Prob.	
C	1.075708	0.455108	2.363635	0.0181	
FP	-0.169397	0.259746	-0.652165	0.5143	
MO	0.554006	0.276158	2.006119	0.0475	
CRO	-0.001919	0.056695	-0.033840	0.9730	
OP	0.093248	0.259446	0.359411	0.7193	
TRS	0.160414	0.069816	2.297668	0.0369	
McFadden R-squared	0.534323	Mean dependent var	0.747500		
S.D. dependent var	0.434991	S.E. of regression	0.436951		
Akaike info criterion	1.156275	Sum squared resid	75.22487		
Schwarz criterion	1.216147	Log likelihood	-105.2550		

Hannan-Quinn criter.	1.179985	Deviance	450.5099
Restr. Deviance	452.0520	Restr. log likelihood	-226.0260
LR statistic	15.54209	Avg. log likelihood	-0.563137
Prob(LR statistic)	0.022161		
Obs with Dep=0	101	Total obs	400
Obs with Dep=1	299		

Source : nous-même, à partir des données de l'enquête

A la lumière de ce tableau il en découle que : les facteurs mécanisation de l'audit interne et le types de risque ont une probabilité élevée de pouvoir expliquer de manière significative la responsabilité sociale des entreprises, car la probabilité critique associée à leurs paramètres estimés est inférieure à 5%.

Au regard du « LR statistic » dont la probabilité est inférieure à 5% (soit : 0,02214) nous concluons à la significativité globale des paramètres. Toutefois, le «  $R^2$  de McFadden » est égal à 53,43%, le pouvoir explicatif du modèle est suffisamment bon et, le modèle est valide sur le plan statistique.

Enfin, Mean dependent var » = 0,7475 : autant dire qu'il y a 74,75% d'individus dans l'échantillon considéré connaissent la responsabilité sociale des entreprises. La probabilité associée à la statistique de Hosmer-Lemeshow/H-L Statistic calculée étant supérieure à 5% (soit, prob = 0,5525), il y a lieu considérer que l'ajustement est bon. A cet effet, lorsque H-L stat est grande, de plus en plus la différence entre les valeurs observées et prédites est prononcée, avec comme conséquence le rejet de l'hypothèse nulle.

### 3.2. Interprétation économique des résultats

Au regard de tous résultats obtenus il en résulte que : les facteurs type d'activités, taille du personnel de service public, norme existant, mécanisation de l'audit interne et types de risque ont une forte probabilité d'être considérés comme des facteurs explicatifs de la responsabilité sociale des entreprises. Par contre, les autres facteurs ont une faible probabilité de pouvoir expliquer la responsabilité sociale des entreprises.

Comme tous les signes attendus sont respectés et, sont tous positifs, nous concluons que pour promouvoir la responsabilité sociale des entreprises, il est avantageux de tenir compte du type d'activité d'une entreprise. Ensuite, la taille du personnel dans un service public, la norme existant, la mécanisation de l'audit interne et l'identification de type de risques sont de facteurs plausibles de la responsabilité sociale des entreprises.

## CONCLUSION

Au terme de la présente étude nous voulons capter si la prise en compte de la responsabilité sociale de l'entreprise permet d'améliorer la gestion du service public. Rappelons tout d'abord les postulats de l'étude, sur la responsabilité sociale est un concept normatif touchant tout type d'organisation et

qui peut prendre de très nombreuses formes, les services publics sont hybrides qui mobilisent plusieurs logiques et sont créés par le gouvernement avec l'intérêt général comme objectif. Dès lors, la question de la responsabilité sociale des entreprises commence à être étudiée, mais la construction des stratégies de responsabilité sociale reste nébuleuse.

A cet effet, les résultats de ce modèle approuvent que les facteurs qui ont une forte probabilité pour expliquer l'anticipation des risques et de la valorisation de la responsabilité sociale des entreprises sont les types d'activités, la taille du personnel de service public, la norme existante, la mécanisation de l'audit interne et types de risque. Par contre, les autres facteurs retenus dans cette étude tels que régime juridique et la connaissance des instruments ont une faible probabilité de pouvoir expliquer l'anticipation des risques et de la valorisation de la responsabilité sociale des entreprises. Responsabilité sociale des entreprises.

Comme tous les signes attendus sont respectés et, sont tous positifs, nous concluons que pour promouvoir la responsabilité sociale des entreprises, il est avantageux de tenir compte du type d'activité d'une entreprise. Ensuite, la taille du personnel dans un service public, la norme existante, la mécanisation de l'audit interne et l'identification de type de risques sont de facteurs plausibles de la responsabilité sociale des entreprises. Issue d'une analyse typologique visant à identifier des classes de répondants qui partagent une conception commune en matière de RSE. Les conclusions discutées dans ce travail montrent également que l'engagement sociétal des services publics étudiés s'oriente d'avantage vers la valorisation de l'image et la réputation de l'entreprise, qui par conséquent sert à la communication. Au regard de ces résultats nous suggérons ce qui suit :

Améliorer en continu les conditions d'emploi et de travail et les relations professionnelles dans l'optique de la nouvelle gestion publique en mettant un accent sur les avantages de la RSE. Améliorer les compétences et l'employabilité des salariés et favoriser la formation et le perfectionnement professionnel en matière de la théorie des parties prenantes dans les services publics; promouvoir l'implémentation de la RSE dans la nouvelle gestion publique pour favoriser le développement durable; Respecter strictement les obligations légales et les normes relatives à la RSE ainsi qu'à la déclaration de tous les salariés aux organismes de sécurité et de protection sociales; Définir, dans des termes et selon des modalités adaptées à l'entreprise, un cadre d'action dédié à la protection du milieu naturel prévoyant notamment l'amélioration des performances environnementales, la communication et la coopération avec les collectivités locales et les autorités publiques, la sensibilisation et la formation des salariés; Promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables dans les investissements des services publics; Evaluer et minimiser les impacts environnementaux des projets

d'investissement dans le cadre du développement durable; Définir les plans d'urgence permettant de prévenir et d'atténuer les dommages accidentels portés à l'environnement, à la sécurité ou à la santé; Améliorer en continu les conditions d'emploi et de travail et les relations; Professionnelles dans le cadre de la nouvelle gestion publique dans l'ensemble des services publics; Améliorer en continu les conditions et le contenu du dialogue social en valorisant les opportunités de la RSE mais aussi sur la normalisation de la RSE.

### BIBLIOGRAPHIE

- ABOLIA Jean-Marie(2005), *Finances et Comptabilité de l'Etat en République Démocratique du Congo, principes, pratique et perspectives*, Kinshasa, BESIF, Janvier.
- ADAMS Bernard (2003), BOYER Bénédicte et LAURENT Philippe, *La comptabilité communale*, 3e édition, DEXIA Crédit local LGDJ, Paris
- BEYSSADE Sylvie (1997), *La commune et son administration*, Vuibert, Paris, 2007.
- BURCKEL.V et CREMIERS, *Histoire de la Comptabilité Publique*, Economica, Paris.
- CHANDLER (1992), « *Organisation et performance des entreprises* », T1, Ed. de l'Organisation, Paris.
- COHEN E (1991), *Gestion financière et développement financier*, Ed. EDICEF, Paris.
- CHARPENTIER Pascal (2007), *Management et gestion des organisations*, Armand colin, Paris.
- HELFER J.P (2012), *La responsabilité sociale des entreprises ; défis, risques et nouvelles pratiques*, Ed. Eyrolles, Paris.
- LAVAUD R , et ALBAUT J (1989), *Ratio et gestion de l'entreprise* ,Ed .DUNOD, Paris.
- PINTO R, et GRAWITZ M (1964), *Méthodes des sciences sociales*, Tome 1, Ed. Dalloz, Paris
- CORHAY A .et MBANGALA M (2009), *Fondement de la gestion financière*, Ed de l'Université de liège.
- J.P.HELFER, cité par J.IGALIENS (2012), *La responsabilité sociale des entreprises ; défis, risques et nouvelles pratiques*, Ed. Eyrolles, Paris,
- M. CAPRON et QUAIREL-LANOIZELEE (2010), *La responsabilité sociale d'entreprise*, Ed. La Découverte
- M. AUBRUN (2008), *Responsabilité sociétale ; comprendre, déployer, évaluer*, Ed. AFNOR,
- Simon Leblond (2003), *Guide d'économétrie appliquée*, Université de Montréal, septembre
- R.REZSOHARZ. et al (1971), *Théorie et critiques des faits sociaux*, Ed. La Renaissance du Livre, Bruxelles.
- Décret n°13/050 du 06 novembre 2013 portant règlement général sur la comptabilité publique, in *Journal officiel*, numéro spécial, 54e année, du 15 décembre 2013.
- MBUYAMBA KALOMBAYI W, Contribution à l'amélioration de l'information financière des Communes de la ville de Kinshasa : approche comparative de la situation en France, en Belgique et en République Démocratique du Congo, *Thèse de doctorat, UPN, RDC, Novembre 2013*.
- ZUKA MON'DO, Georges., La bonne gouvernance des finances publiques comme condition de succès du premier Gouvernement de la 3e République, *Collections Prospectives Africaines, Kinshasa, Chaire UNESCO, 2007*

- Freeman, Reed, (1983), approche globale et relationnelle de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE)
- HAL Id: hal-00242937<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00242937> Preprint submitted on 6 Feb 2008
- Jacques IGALENS et Najoua TAHRI, *Apparition d'un nouveau risque, le risque inhérent à la RSE*, analyse de la littérature internationale et point de vue d'experts français
- MEDEF (2020), Améliorer sa gestion des risques avec la RSE – juillet
- Olivier Godard. La pensée économique face à la question de l'environnement.. 2004. hal-00242937
- Organisation International du Travail/International Labour Organization.